

596047-2026 - Mise en concurrence

France – Portes blindées ou armées – Installation, location-maintenance et dépose de systèmes anti intrusion sur le patrimoine de CLAH

OJ S 166/2026 28/08/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Fournitures - Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: SEM Cannes Lerins Aménagement et Habitat (06)

Adresse électronique: marches@ophcannes.net

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Logement et équipements collectifs

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Installation, location-maintenance et dépose de systèmes anti intrusion sur le patrimoine de CLAH

Description: Installation, location-maintenance et dépose de systèmes anti intrusion sur le patrimoine de CLAH.

Identifiant de la procédure: 325c1140-1623-4e40-b1b0-c3cd2e9dd8a5

Identifiant interne: 26/092

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nature complémentaire du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 44421500 Portes blindées ou armées

2.1.3. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 200 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Modalités de financement et de paiement - Le financement est fait sur le budget de CLAH voté chaque année, paiement par virement bancaire. - Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours - Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. -Prix unitaires révisables -Pas de sûreté

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Installation, location-maintenance et dépose de systèmes anti intrusion sur le patrimoine de CLAH

Description: La consultation donnera lieu à un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles L2125-1.1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. La valeur de l'ensemble des prestations est définie de la manière suivante : Montant minimum par période 10 000€ HT Montant maximum par période : 50 000€ HT Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG FCS il n'est pas prévu de versement d'indemnité en cas de non atteinte du montant minimum périodique. La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. La première période court à compter du 16/12/2026 pour une durée de 12 mois. Le présent accord cadre est reconductible de manière tacite 3 fois par période de 12 mois dans la limite des 48 mois. Les modalités de reconduction sont décrites au CCAP. Les délais d'exécution sont décrits au CCAP. Par ailleurs, aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

Identifiant interne: 26/092

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 44421500 Portes blindées ou armées

5.1.3. Durée estimée

Durée: 12 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 200 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Prix

Description: Il convient de se référer au règlement de consultation.

Critère:

Type: Qualité

Description: Il convient de se référer au règlement de consultation.

Critère:

Type: Qualité

Description: Démarche RSE. Il convient de se référer au règlement de consultation.

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères: Il convient de se référer au règlement de consultation.

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://v2.marches-securises.fr/>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://v2.marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 28/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 4 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 100

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Organe chargé des procédures de médiation Comité Consultatif Interrégional de Rè

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Introduction des recours

Avant la conclusion du contrat : 1. le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. Après la conclusion du contrat : 2. le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3. le recours de plein contentieux contre le contrat dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis mentionnant la conclusion du marché et les modalités de consultation du dossier dans le respect des secrets protégés par la loi (recours issus des jurisprudences «Tropic » et « Tarn et Garonne ») assorti, le cas échéant, d'un référé-suspension issu de l'article L521-1 4.

Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu d'exécution: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu d'exécution: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: SEM Cannes Lerins Aménagement et Habitat (06)
Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: SEM Cannes Lerins Aménagement et Habitat (06)
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE
Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: SEM Cannes Lerins Aménagement et Habitat (06)
Organisation qui traite les offres: SEM Cannes Lerins Aménagement et Habitat (06)

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: SEM Cannes Lerins Aménagement et Habitat (06)
Numéro d'enregistrement: 69592089200046
Département: 06
Adresse postale: 22 Boulevard Louis Négrin
Ville: Cannes
Code postal: 06150
Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)
Pays: France
Adresse électronique: marches@ophcannes.net
Téléphone: +33 493481222
Adresse internet: <https://v2.marches-securises.fr>
Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://www.cannesamenagementhabitat.fr>
Profil de l'acheteur: <https://v2.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur
Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché
Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché
Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures
Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0003

Nom officiel: Organe chargé des procédures de médiation Comité Consultatif Interrégional de Rè
Numéro d'enregistrement: 0000000000000000
Adresse postale: CS 80001 Place Félix-Baret CS 61039
Ville: MARSEILLE CEDEX 06
Code postal: 13282
Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)
Pays: France
Adresse électronique: catherine.pietri@paca.gouv.fr
Téléphone: +33 334843545
Télécopieur: +33 334911561
Adresse internet: <http://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de médiation

8.1. ORG-0004

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

Numéro d'enregistrement: 17060005000026

Adresse postale: 18, avenue des Fleurs CS 61039

Ville: NICE CEDEX 1

Code postal: 06050

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

Adresse électronique: greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone: +33 492041313

Télécopieur: +33 334935578

Adresse internet: <http://nice.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu d'exécution

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu d'exécution

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: e3cf8f30-2c1a-4af2-ae27-6f6156c2e789 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 26/08/2026 15:18:16 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 596047-2026

Numéro de publication au JO S: 166/2026

Date de publication: 28/08/2026